



**HAL**  
open science

## Quand la ville communique sur son fleuve, entre patrimoine et maîtrise : quelles transmissions ?

Séverine Durand

► **To cite this version:**

Séverine Durand. Quand la ville communique sur son fleuve, entre patrimoine et maîtrise : quelles transmissions ? . VertigO : La Revue Électronique en Sciences de l'Environnement, 2011, Fleuves, estuaires et cours d'eau : représentations et pratiques, Hors série 10, 10.4000/vertigo.11403 . hal-01470759

**HAL Id: hal-01470759**

**<https://hal.science/hal-01470759>**

Submitted on 17 Feb 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement

Hors-série 10 (Décembre 2011)

Fleuves, estuaires et cours d'eau : représentations et pratiques

---

Séverine Durand

## Quand la ville communique sur son fleuve, entre patrimoine et maîtrise : quelles transmissions ?

---

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Séverine Durand, « Quand la ville communique sur son fleuve, entre patrimoine et maîtrise : quelles transmissions ? », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série 10 | Décembre 2011, mis en ligne le 30 novembre 2011, Consulté le 02 juillet 2012. URL : <http://vertigo.revues.org/11403> ; DOI : 10.4000/vertigo.11403

Éditeur : Les éditions en environnements VertigO

<http://vertigo.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://vertigo.revues.org/11403>

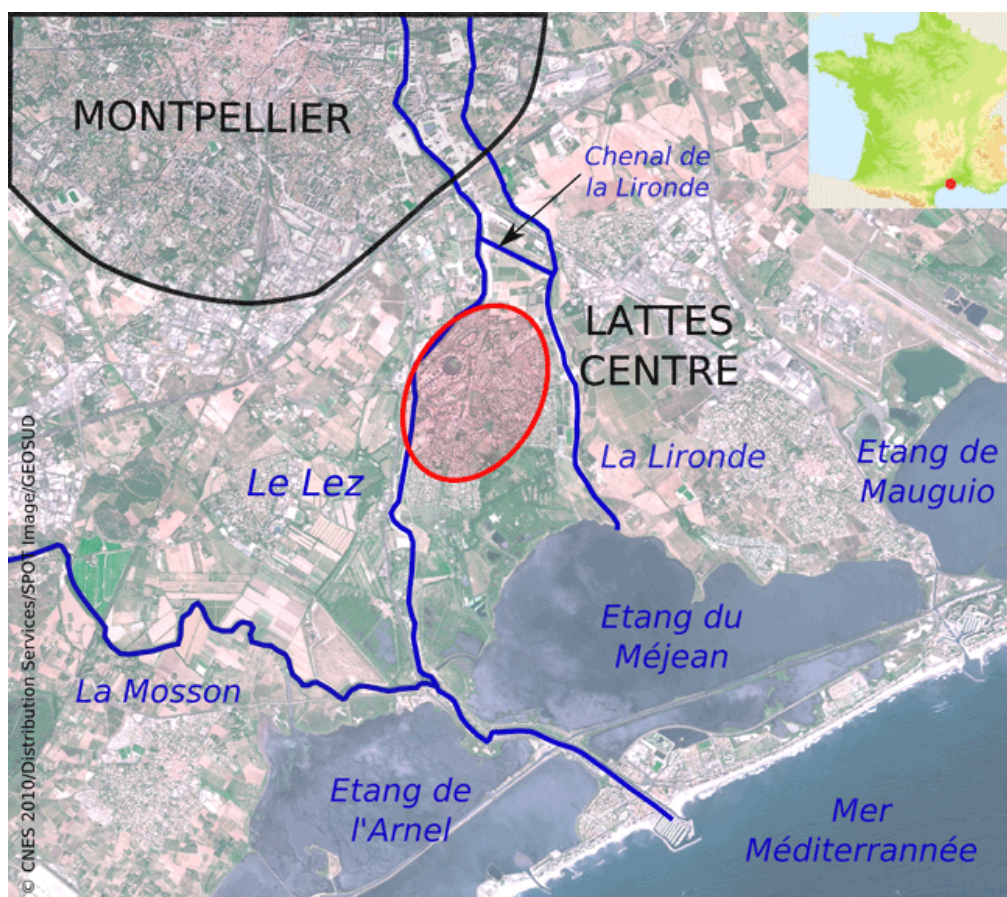
Document généré automatiquement le 02 juillet 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Séverine Durand

## Quand la ville communique sur son fleuve, entre patrimoine et maîtrise : quelles transmissions ?

- 1 « Grand père Ledum ça suffit » et « Lutte contre les inondations », sont deux titres d'articles d'un journal communal concernant le même fleuve à trente ans d'intervalle. Que traduit cette différence dans la manière de parler de la même chose ? Le présent papier restitue une comparaison diachronique sur les trente dernières années, de la mise en mots et en images d'un fleuve dans le journal d'une commune située en zone inondable. Cette analyse de la représentation<sup>1</sup> du fleuve dans la presse communale s'inscrit dans un questionnement plus large sur l'idée de vivre avec le risque d'inondation. Il s'agit de comprendre l'évolution de la représentation du fleuve dont l'inondation est une des manifestations. L'attention se porte en premier lieu sur ce que ces représentations du fleuve dans la communication de la ville nous apprennent du rapport au fleuve des riverains d'une manière générale. Ceci afin de focaliser ensuite l'analyse plus spécifiquement sur le rapport au risque d'inondation et à sa gestion.
- 2 Le terrain d'étude est Lattes, ville située dans le sud-est de la France entre Montpellier et la mer dans l'ancien delta du fleuve Lez qui la traverse. Bénéficiant du développement très rapide de Montpellier<sup>2</sup> ces quarante dernières années, Lattes a connu une explosion démographique passant de 1 600 habitants en 1965 à près de 18 000 aujourd'hui. Aujourd'hui ville périurbaine moderne, Lattes fût jadis, grâce à sa situation géographique, une cité Gallo-Romaine prospère avant de devenir le port médiéval de Montpellier. Plusieurs fois détruites au cours du temps par des inondations, et dont l'activité portuaire avait périclité, Lattes était réduite au début du XX<sup>e</sup> siècle à une petite bourgade en retrait de Montpellier dont les habitants étaient appelés « Lous manja-mouissaus »<sup>3</sup> (Franck, 1982) avant de connaître l'essor par la grande ville. De 1960 à 1990, la commune, ainsi que les quartiers sud-est de Montpellier situés en amont, a été massivement urbanisée en participant à l'augmentation de la vulnérabilité aux inondations de la zone. Au cours du XX<sup>e</sup>, Lattes a subi plusieurs inondations importantes. Les inondations à la fin des années soixante-dix ont engendré la construction de digues de protection. Plus récemment, notamment à trois reprises entre 2003 et 2004, le Lez en crue a fait craindre le pire. Dans ce contexte, mais aussi suite à un changement au niveau des politiques locales et nationales, le risque majeur de rupture de digue du Lez a été mis sur l'agenda politique et de grands travaux de protection ont été menés.

**Figure 1. Carte de la zone d'étude. Réalisation : Nathalie Saint-Geours.**

- 3 Le travail de recherche dans lequel s'inscrit le présent article est mené dans une approche ethnographique et porte sur le sens que donnent les riverains au fait de vivre avec la possibilité d'une inondation. Ce sens est recherché dans les pratiques, les actions quotidiennes des riverains par l'analyse de différents matériaux : l'observation habitante<sup>4</sup>, la conduite d'entretien semi-directif ainsi que le travail documentaire sur archives, dont la presse locale. Le matériau considéré ici est le journal de la ville. Le corpus analysé est constitué des numéros du journal de sa création à nos jours. Il s'agit d'un journal municipal qui sert la communication de la ville et couvre les actualités de celle-ci. L'antériorité de la création du journal (1978) à l'endiguement du fleuve (1980-1981), tout comme la réalisation récente (2008-2010) de travaux importants de renforcement de ces mêmes digues, constitue une opportunité d'analyse diachronique des transformations du rapport à l'aménagement, en ce qu'il dit des rapports à l'élément naturel, au danger et au progrès. Cette analyse diachronique se concentre sur les deux périodes autour de la réalisation des travaux de protection contre les inondations : *période 1* (1978-1981) et *période 2* (2007-2010). L'évolution des représentations du fleuve et de sa gestion est analysée autant par la forme des articles (type de sémantique, mise en image de l'élément naturel ou de ses aménagements, etc.) que par le type de sujets traités (histoire de la ville, état écologique du fleuve, aménagement de protection contre les inondations, loisirs, etc.). L'évolution principale de la forme du journal au cours du temps tient au passage à la colorisation de toutes les pages et une place croissante accordée aux illustrations. À l'origine, de parution trimestrielle, le journal était vendu pour une somme modique. Depuis 2001, de parution bimensuelle, il est distribué gratuitement dans toutes les boîtes aux lettres de la commune.
- 4 L'analyse de la communication de la ville à propos du fleuve est intéressante à plusieurs titres. Tout d'abord, les articles du journal communal étant écrits par des élus ou des employés municipaux, ils sont traités comme reflétant le discours de la mairie. Sans nier la pluralité au sein de l'institution, le contenu d'un journal communal a cela de spécifique que sa ligne éditoriale est politisée et en tant que reflet du mode de gestion communal, il ne laisse que

peu de place aux éventuelles controverses (Tissot, 2007). Ce type particulier de presse est alors intéressant en ce qu'il reflète le rôle que la commune veut ou pense devoir jouer sur cette question, et ainsi, par effet miroir, comment la mairie perçoit les attentes des riverains. D'autre part, le journal communal en racontant la vie sociale, politique, économique, etc. du lieu de vie constitue une des informations disponibles de type presse-papier le plus proche du quotidien des habitants. Sans présumer de sa lecture par l'ensemble des habitants, l'approche ethnographique a révélé une mobilisation fréquente du journal dans les discussions courantes qui permet de supposer de son suivi par les habitants. L'hypothèse sous-jacente est que cette proximité va participer à la création de sens commun pour les riverains, à une forme de socialisation par la construction d'un public particulier, forme de « communauté imaginaire » (Bordreuil, 2009), celle du lectorat du journal de la commune.

- 5 L'analyse présentée se marque de 4 temps : un premier est consacré à l'évolution de la représentation de l'environnement lattois d'une manière générale afin de situer l'objet « fleuve Lez » parmi les autres sujets de la vie de la commune. Un second temps est dédié à l'évolution des représentations du fleuve plus spécifiquement, entre formes d'attachement et objet de loisirs. Enfin, le traitement des inondations puis plus particulièrement des travaux de protection est analysé plus finement.

### Vivre à Lattes : de la campagne près de la ville à la ville dans la campagne

- 6 La présentation de la ville dans son journal à travers le temps affiche une constante : la situation géographique est décrite comme offrant par une proximité de Montpellier et de la campagne, autant les services de l'urbanité que ceux de la ruralité. Les arguments ne reposent cependant pas sur les mêmes logiques aux deux périodes étudiées. Ces formes de valorisation contrastées permettent d'éclairer la position politique de la ville dans son environnement. Dans la première période, le refus de devenir la banlieue de Montpellier est clairement exprimé avec la revendication d'« un urbanisme de quartier à taille humaine » (journal n° 21 de février 1983), dans un cadre bucolique et rural : « Préserver la qualité de la vie des habitants de la commune en laissant à celle-ci le caractère rural qui est le sien » (journal n° 1 de janvier 1978). Ces arguments trouvent leur continuité aujourd'hui, notamment dans les groupes d'opposition à la municipalité lorsqu'ils dénoncent la politique de développement urbanistique du maire, main dans la main avec l'agglomération montpelliéraine. Lattes est encore décrite aujourd'hui comme une ville choisie pour « sa qualité de vie, son environnement, sa verdure, proche de la grosse agglomération certes, mais avec trois villages<sup>5</sup> qui conservent un visage humain » (journal n° 39 de mai 2009). Toutefois, si ce pied dans la nature apparaît toujours comme l'une des ressources principales dans la valorisation de la commune par la municipalité, le discours semble avoir évolué vers une logique plus stratégique. La revendication d'inspiration ruraliste et en défense de la grande ville voisine a évolué – tout autant que croissait la démographie – vers une revendication d'une ville moderne où il fait bon vivre. Sa position géographique est présentée d'un point de vue stratégique avec la proximité des axes de transport, avec Montpellier d'un côté et la mer de l'autre. Cette différence des registres mobilisés entre les deux périodes se traduit également dans la place accordée à la dimension historique. Dans la première période, systématiquement 4 à 5 pages du journal étaient consacrées à l'histoire locale, dont deux pages intitulées « Notre Feuilleton », qui contait sous la forme d'un roman-feuilleton l'histoire de la commune. De la création du journal à 1985 cette page constituait un extrait de publication de travaux sur l'histoire de Lattes (Jean Segondy, 1960) ; et de 1985 à 1988, sous le même principe, c'est l'œuvre de Liliane Frank (1982) « Une rivière nommée Lez » que les lecteurs retrouvaient chaque trimestre. Ainsi, la valorisation de la commune semblait se faire principalement autour des questions historiques rattachées à des questions d'identité lattoise, comme dans cet extrait du premier numéro du journal « Le Méjean<sup>6</sup> : un décor mélancolique riche d'un prestigieux passé » (journal n° 1 de janvier 1978).
- 7 Ce glissement sémantique dans la mise en mots d'une même situation est à contextualiser dans une évolution plus générale de la politique communale. Dans la première période, la mairie

de Lattes était en opposition franche à celle de Montpellier ou du district<sup>7</sup>. L'opposition se cristallisait sur plusieurs dossiers sensibles assez classiques du découpage ville — périphérie, à savoir la localisation de la décharge publique, de la station d'épuration et des grands axes routiers. Cette opposition dura jusqu'au changement d'équipe municipale en 2001. L'équipe municipale qui géra la commune de 1977 à 2001 céda sa place à une nouvelle liste cette même année. Cette nouvelle équipe, de tendance politique voisine de celle de la ville de Montpellier a rétabli la communication qui était rompue avec l'agglomération et a permis la réalisation de travaux communs. Ce changement a fait évoluer la position de la commune de Lattes, en passant d'un « village d'irréductibles Gaulois »<sup>8</sup> à une commune inscrite dans une agglomération montpelliéraine de 31 communes et plus de 400 000 habitants. L'inscription dans une grande agglomération a alors permis à la communication de la ville de Lattes de trouver une caisse de résonance dans celle de l'agglomération de Montpellier, offrant une plus grande portée à cette communication municipale aujourd'hui que ce qu'elle pouvait l'être dans la première période.

- 8 L'analyse de l'évolution de la représentation de l'environnement de vie d'une manière générale montre ainsi une différence des registres mobilisés. Alors que la *période 1* se caractérise par des arguments à dominante ruraliste et par de nombreuses références à l'histoire de la commune, la *période 2* se distingue par des arguments à dominante stratégique et par l'affirmation de son inscription dans l'agglomération de Montpellier.

### Le fleuve représenté : du patrimoine à l'instrument de loisirs

- 9 Si l'on considère plus spécifiquement la représentation du fleuve dans les archives des années quatre-vingt, et en contraste avec ce que l'on peut y lire aujourd'hui, un rapport au fleuve tout aussi lié à l'histoire de la ville apparaît. Dans les articles historiques sur la ville à cette époque, rares sont ceux où le fleuve n'a pas sa place. Le feuilleton historique « une rivière nommée Lez » semble attester d'une présence importante du fleuve dans le rapport au lieu de vie des Lattois. Les articles mettent souvent en valeur les connaissances, les savoir-faire ancestraux de la gestion locale de l'eau. La présence du fleuve apparaît de manière transversale dans les présentations de la ville, comme une dimension de la *vie ici*. Ceci conférant alors une dimension patrimoniale au fleuve au sens donné par Micoud à la patrimonialisation, comme un « processus par lequel un collectif humain s'énonce comme tel par le travail de mise en collection de ce qui, de son passé est pour lui gage d'avenir » (Micoud 2004).
- 10 D'autres formes de mise en mots traduisent la place importante du fleuve dans la communauté lattoise. L'illustration la plus évidente est celle des nombreux anthropomorphismes opérés avec le fleuve, allant jusqu'à faire de lui un aïeul de la famille : « Grand-père Ledum ça suffit » (journal n° 8 de janvier 1980). Une autre manifestation est celle du registre poétique, en 1979 un riverain publia une « Ode au Lez »<sup>9</sup> ; ou encore celle du registre humoristique : le 1<sup>er</sup> avril 1979 est publié un article annonçant la découverte de pétrole aux abords du fleuve : « du pétrole à Lattes » (journal n° 6 d'avril 1979) ; ou encore le même jour, deux années plus tard, la découverte d'or dans celui-ci : « l'or du Lez » (journal n° 14 d'avril 1981).
- 11 Cette forme d'épaisseur historique et d'attachement supposé dans le rapport au fleuve des Lattois dans la première période du journal communal fait alors ressortir, de manière très contrastée, l'apparente simplification du rapport contemporain au fleuve. Les nombreuses pages d'hier dédiées à l'histoire de Lattes ont laissé place aujourd'hui à une page « Sports », une page « Associations », une page « Théâtre », une page « Agenda » rappelant les événements à venir. La dimension historique y est réduite au très court terme puisqu'elle concerne seulement une page « Hier à Lattes » qui est consacrée aux événements récents de la commune. Si l'on exclut de l'analyse – pour l'instant – la question du risque d'inondation, les représentations du fleuve se raréfient et c'est exclusivement comme un objet de loisirs que le Lez apparaît dans le journal communal. Aucune autre représentation du fleuve n'est à recenser dans les éditions consultées de la deuxième période. Des manifestations, traduisant un rapport au fleuve instrumentalisé pour les loisirs des habitants ou des touristes, sont programmées annuellement autour du fleuve ou du port qu'il forme : « Les fêtes de Port-Ariane », « Le triathlon de Lattes », « les nautiques de Port-Ariane » (journaux n° 39 et n° 40 de mai, juillet

et aout 2009). Avec l'évolution démographique de la commune, les formes d'investissement du fleuve évoluent, de nouveaux attachements se créent ; les nouveaux venus s'approprient les lieux de manière différente.

- 12 Si la *période 1* était caractérisée par une diversité dans la représentation du fleuve suggérant la place importante occupée par ce dernier pour les riverains, les représentations du fleuve dans la *période 2* se sont raréfiées et simplifiées pour ne lui laisser qu'une place d'objet de loisirs.

### De la transmission du récit des inondations passées à l'occultation de celles-ci

- 13 Dans les nombreux articles consacrés à l'histoire de la première période étudiée, les références aux inondations antérieures étaient fréquentes. Elles faisaient même l'objet d'articles spécifiques, allant jusqu'à rappeler que ces inondations avaient déjà complètement détruit la ville. Ainsi, dans un article en page « Archéologie » (journal n° 6 d'avril 1979) : « Lattara, Dieux protecteurs » sur la dévotion du peuple des lattarenses<sup>10</sup>, l'auteur de l'article, conseiller municipal et archéologue amateur, défend la thèse que les nombreuses traces de dévotion à des dieux protecteurs découvertes sur le site étaient destinées à protéger le peuple contre le Lez. De la même manière, la référence aux travaux de protection contre les inondations dans la *période 1* se fait dans une série d'articles sur l'archéologie et l'histoire locale où Lez et inondations sont explicitement mêlés. Un article : « Le Lez : c'est la vie... mais Thanatos rôde toujours » où le même auteur, à la demande de la commission information de la mairie et « plus spécialement à l'intention des nouveaux Lattois », retrace l'histoire de la présence humaine près du Lez, l'histoire de ces aménagements, en dresse le tableau hydromorphologique sur un ton enjôleur : « le Lez c'est la vie [...] Le Lez est toujours cordon ombilical de cette vie », mais raconte aussi sa dangerosité en mobilisant un registre dramatique : « Mais le Lez c'est aussi la mort » (journal n° 6 d'avril 1979).

- 14 Aujourd'hui, une telle représentation n'a plus sa place. La diminution de référence à l'histoire locale dans le journal communal s'accompagne d'une absence totale des références aux inondations du passé. Pour autant, d'autres sujets, que l'on peut penser plus politiquement corrects, tout aussi relatifs à l'histoire, semblent plus facilement avoir passé les années. De la même manière que Tissot (2005) l'avait démontré en travaillant sur le journal communal de la ville de Montreuil, la sous-catégorie des retraités « qui forment un électorat particulièrement convoité par les élus » est particulièrement présente dans le journal communal. Dans cette attention à leur adresse s'inscrivent les nombreux articles relatifs aux anciens combattants, souvent attribués à un devoir de mémoire : « 8 mai : le devoir de mémoire », « Une émouvante cérémonie au monument aux morts » (journaux n° 40 d'août 2009 et n° 17 d'octobre 1985). Dans la première période étudiée, cette tendance est inscrite dans un ensemble de sujets relatifs à l'histoire de la commune et dans laquelle les inondations ont leur place aussi. Aujourd'hui, la diminution de la place relative accordée à l'histoire dans le bulletin municipal ne s'accompagne pas pour autant d'une diminution de l'intérêt souligné au devoir de mémoire envers les anciens combattants. Ce que l'on peut supposer relever d'un effort électoral rend alors plus saillante l'absence relative de volonté des politiques locales actuelles d'encourager une mémoire des inondations. Cette observation d'une absence de référence aux inondations du passé dans le journal communal contemporain est appuyée par le matériau récolté par observation qui révèle par exemple l'absence totale de repères visuels marquant le territoire des expériences de crues passées ; repères visuels préconisés par les pouvoirs publics pour l'activation de la mémoire du risque<sup>11</sup>.

- 15 L'évolution de la communication de la ville dans le journal communal sur les inondations du passé se caractérise donc par une lente disparition de celles-ci au cours du temps : si leurs références étaient fréquentes dans le journal communal au cours de la *période 1*, elles sont inexistantes au cours de la *période 2*.

### La protection contre les inondations : de l'émotionnel à la technique

- 16 Considérons maintenant plus spécifiquement la représentation des travaux de protection contre les inondations en comparant les articles consacrés aux travaux de construction des digues

en 1980 aux articles sur les travaux de renforcement de ces mêmes digues et de la création du partiteur de crue en 2008. Il convient en premier lieu de noter l'ironie du fait que les travaux menés actuellement visent à défaire – en partie tout du moins – ce que les premiers travaux avaient construit. Les travaux d'endigement du fleuve de la *période 1* visaient en effet à empêcher le Lez de quitter son lit à l'amont de Lattes pour rejoindre celui d'un autre cours d'eau, la Lironde, inondant la ville. Les travaux menés récemment (*période 2*) outre de renforcer les digues, visaient à construire un partiteur de crue afin de permettre à nouveau au Lez de rejoindre le lit de La Lironde en cas de crue, y déversant son « trop-plein » dans un chenal construit à cette fin.

- 17 Sur le sujet, un article de la *période 1* apparaît particulièrement en contraste avec ceux que l'on peut lire aujourd'hui. Il s'agit de l'article évoqué plus haut pour son anthropomorphisme, titrant : « Grand-Père Ledun<sup>12</sup>, ça suffit » (journal n° 9 de janvier 1980). Étendu sur deux pages, l'article est construit en deux temps : le premier, illustré par une photo révélant un Lez presque sauvage (cf figure 2) est un article rédigé comme si l'auteur s'adressait directement au fleuve, sur un ton très familier : « mon vieux Lez [...] on te connaît mieux que tu ne le crois ». Ainsi sont à nouveau présentés les travaux sous un angle historique, dans un registre de l'intime :
- 18 « Nous nous étions accommodés [...] de tes débordements. Mais depuis quelques années, tu exagères. À ton âge, aller coucher deux fois en trois ans, dans le lit de ton impétueuse voisine la Lironde, c'est largement dépasser le rythme d'éjaculation décennal que les docteurs-ingénieurs de l'Équipement considèrent comme normal [...] et vois tu mon vieux Lez, nous en avons assez [...] Tout ce que tu as gagné, c'est une détermination unanime à te maîtriser. [...] Il faut te faire une raison, les amours avec la Lironde, c'est fini. Une dernière demande : ne profite pas des deux ans de répit qui restent pour te venger de cet article en balayant ma maison. »
- 19 (journal n° 9 de janvier 1980).



**Figure 2. Photo du Lez illustrant l'article « Grand-Père Ledun, ça suffit »**



Journal communal n° 9 de janvier 1980, p16.

- 20 Le deuxième temps de l'article est illustré par une photo d'un Lez que l'on veut maîtriser montrant une tractopelle construisant la digue (figure 3) et opère une description succincte des travaux avec un point rapide sur l'avancée de ceux-ci et l'annonce de la date de fin prévue.

**Figure 3. Photo du Lez illustrant un encadré « Travaux concernant le Lez » dans l'article « Grand-Père Ledun, ça suffit »**



Journal communal n° 9 de janvier 1980, p17.

- 21 Dans la *période 1*, peu d'articles sont consacrés à la description des travaux d'endiguement et un recours à l'émotionnel domine largement le traitement de la question. Cette discrétion relative sur la question permet de souligner l'effort actuel de communication de la municipalité sur le sujet. Les articles sont ainsi bien plus nombreux dans la *période 2* : sur la seule année 2008, comparable à 1980 puisqu'il s'agit aussi de l'année de lancement des travaux, on compte une dizaine d'articles, soit dix fois plus que sur toute la *période 1*. Et surtout, en comparaison avec le traitement des premiers travaux d'endiguement, la communication actuelle apparaît dans un registre beaucoup plus technique. La présentation des travaux se fait pratiquement toujours de la même manière au fil des articles : tous les chiffres du projet sont repris dans le détail et le déroulement du chantier y est précisément expliqué. Les travaux y sont décrits comme « titanesques » (journal n° 36 d'octobre 2008), « un des plus gros chantiers de protection hydraulique d'une zone urbaine réalisés en France depuis 20 ans », les illustrations, principalement des photos aériennes : « le grand chantier vu du ciel » (journal n° 34 d'avril 2008), accentuent la dimension grandiose des travaux, encourageant une mise à distance des inondations en tant qu'évènement et une impression de domination des éléments (figure 4).

Figure 4. Photos du Lez illustrant l'article titré « Protection contre les inondations » et sous-titré « Le grand chantier vu du ciel »



Journal communal n° 34 d'avril 2008, p2.

- 22 La coopération pour la réussite du projet entre État, région, agglomération, département et commune de Lattes est vantée ; plus encore, est très souvent soulignée la performance d'avoir pu mener ces travaux en si peu de temps, l'exemplarité d'un tel projet est félicitée. La crue centennale<sup>13</sup> sert de référence pour annoncer une protection bien au-delà, l'idée qu'il n'y aura plus d'eau dans la ville se propage toujours dans une justification très technique : « [...] Ce principe, associé au déversoir de la Lironde, permettra de supprimer tout risque de débordement par-dessus les digues du Lez situées en aval du déversoir et ce jusqu'à une crue de 1 500 m<sup>3</sup>/s. » (journal n° 39 de mai 2009). Cette communication plus fréquente et plus détaillée sur les travaux de protection en cours peut paraître plus rassurante, tout comme se réclame le contenu même du message : les Lattois sont « enfin protégés ! » (journal n° 37 de décembre 2008) et pourra passer le « Premier automne à l'abri » (journal n° 36 d'octobre 2008). Cette comparaison se doit toutefois d'être replacée à nouveau dans son contexte historique : en 1980, lorsque les travaux d'endiguement sont entrepris, la commune, compétente en matière d'inondation est seule à porter le dossier. Durant les trente années qui nous séparent de cette époque, la gestion nationale de la question a évolué, notamment suite aux inondations dramatiques qui ont marqué l'actualité<sup>14</sup>. La réglementation en matière d'urbanisme en zone inondable s'est rigidifiée<sup>15</sup>. L'échelle de gestion s'est élargie – l'on considère désormais la gestion des inondations en termes de bassin versant<sup>16</sup> – et des structures de gestion ont vu le jour (syndicats intercommunaux de gestion de bassin versant). Dans cette perspective, le contexte politique a complètement changé localement. Aujourd'hui, la commune de Lattes fait partie de l'agglomération de Montpellier qui détient désormais la compétence inondation du bassin versant sud du Lez ; un syndicat mixte de gestion du bassin versant a été créé, où Lattes siège et que le maire de Lattes préside. Les travaux de protection en cours sont cofinancés par l'Agglomération, la Région, le Département, l'État et la Commune. La communication de la ville de Lattes – désormais en accord avec la politique de l'agglomération – est amplifiée par la communication de l'agglomération de Montpellier.
- 23 Toutefois, ce discours du registre extrêmement technique de la maîtrise des éléments, qui est aussi vidé de ses ancrages historiques, élude toute possibilité de l'occurrence d'une inondation par les représentations individuelles et sociales du fleuve. Si la commune répond par ailleurs au travers du syndicat de bassin versant, aux exigences règlementaires dans le cadre des Programmes d'actions de prévention des inondations, les PAPI<sup>17</sup>, parmi lesquelles figure l'activation d'une dite « culture du risque » (Douglas, 1982), le registre mobilisé demeure celui de la maîtrise des éléments par l'homme. Comment prétendre préparer la population à la possibilité d'une inondation tout en affirmant dans le même temps la protéger définitivement ? Dans un article récent sur une action de sensibilisation à destination des écoliers lattois au risque d'inondation (journal n° 44 d'avril 2010), la volonté de travailler la « culture du risque » est défendue explicitement. Pourtant, si l'on regarde dans le détail le contenu pédagogique de cette journée de sensibilisation, on s'aperçoit que les choix (visite du chantier de renforcement des digues et observation de données météorologiques en temps réel sur internet) restent dans ce même registre de la maîtrise scientifique. La mise à distance de l'événement qu'elle implique enraye alors justement, la possibilité d'une inondation.
- 24 Au fil de ce texte, nous avons vu l'objet fleuve Lez associé hier à l'histoire antique de la ville comme un patrimoine à valoriser et une histoire à raconter se transformer peu à peu en un problème à gérer au nom de la sécurité publique. Dans la *période 1* le journal communal s'adressait à des Lattois dans un registre patrimonial faisant référence à leur attachement à leur espace de vie, à l'identité de cet espace. Le fleuve était partie intégrante de ce lieu, son histoire était racontée, valorisée, comme façonnée par les interactions entre l'homme et son milieu au cours du temps. Dans cette histoire, les inondations avaient leur place. Sans la nommer, avec les nombreuses références aux inondations du passé, le journal communal des années quatre-vingt participait de la transmission d'une mémoire du risque au sens d'une circulation des récits de l'inondation, d'une transmission de la mémoire des catastrophes passées. Cette transmission pouvait alors contribuer à la préparation des riverains à la possibilité d'une inondation. Trente ans plus tard (*période 2*), et après une explosion démographique, le discours

du journal communal, à l'image de la politique qu'il traduit, se veut plus ouvert vers l'extérieur, davantage dans une volonté « inclusive » du nouveau venu. Les ancrages historiques et les références à la catastrophe éludés, seules les manifestations de loisirs qui se déroulent à proximité du fleuve sont contées et contribuent à sa représentation contemporaine. Dans un contexte politique national et local redessiné, la représentation des travaux de protection contre les inondations se fait dans un registre beaucoup plus technique ; le discours de la commune se veut plus rassurant, plus protecteur. La possibilité d'une inondation écartée, la représentation du fleuve évolue vers des formes enjolées, où les aménités du fleuve sont au service des activités de loisirs habitantes. Ainsi, dans la communication de la ville, nous observons un mouvement inverse à la tendance actuelle à ériger les fleuves en des « objets vivants culturels » où « requalifiés en tant que nouveaux êtres, naturels et culturels à la fois, les fleuves font des êtres humains qu'ils relient des êtres vivants dotés d'une culture » (Micoud, 2000, p 237). Dans cette « double sémantisation des fleuves » (Micoud, 2000) ceux-ci passent alors du statut d'objet physique à celui d'objet patrimonial. Ce passage s'opère selon Narcy (2004) dans une prise en compte du fleuve comme un hydrosystème au sens de l'incorporation du temps et de l'espace dans les dynamiques fluviales, en opposition à la simple logique fluxiale qui dominait jusqu'alors. Nous constatons dans le journal communal de Lattes, au travers de la volonté affichée de maîtrise du fleuve très emprise de modernité, paradoxalement, comme un retour en arrière, vers cette logique fluxiale, a contrario des aspirations patrimonialisantes des fleuves observées par ailleurs. Volonté aux vertus rassurantes, pour certains au moins, mais qui ne laisse plus vraiment de place à la transmission de la mémoire des inondations. Ces éléments invitent alors à réfléchir aux enjeux politiques, économiques et sociaux de la construction (ou pas) d'une « culture du risque » (Claeys-Mekdade, 2006), mais aussi à questionner la signification concrète, l'existence pratique de cette notion. Ce travail, ainsi que la suite de l'étude ethnographique — à distance de l'évènement et dans le rapport quotidien des habitants à leur lieu de vie — en traçant les multiples formes de circulations sur le fleuve et sa gestion, visent à contribuer à cette réflexion.

## Remerciements

- 25 Je remercie chaleureusement mes encadrants de thèse au Cemagref, Audrey Richard-Ferroudji et Frédéric Grelot pour leur soutien et leurs relectures avisées de ce texte. Je remercie également Joana Guerrin et Nathalie Saint-Geours pour leur aide.

## Biographie

- 26 Séverine Durand est doctorante en sociologie au Cemagref de Montpellier (UMR G-EAU), dirigée par S. Bordreuil (LAMES, Aix-en-Provence). Ses travaux ethnographiques sur « le vivre avec la possibilité d'une inondation » se situent à la croisée de la sociologie de l'environnement et de l'anthropologie urbaine.

---

## Bibliographie

Bordreuil, S., 2009, Société et configurations publiques de la vie sociale. Les trames publiques du social ou Comment placer le public en société, Séminaire LAMES 2008-2009, Aix-en-Provence.

Claeys-Mekdade, C., 2006, *Mémoires, oublis et (ré)appropriations : Le risque d'inondation dans la basse vallée du Rhône et l'agglomération marseillaise*, Programme de Recherche « Risque, Décision, Territoires », RDT, MEDAD.

Douglas, M. et A. Wildavsky, 1982, *Risk and culture : an essay on the selection of technological and environmental danger*, California university press. 221 p.

Durand, S. *Vivre avec la possibilité d'une inondation, le risque et la routine*, Catastrophes et Risques : de l'empirique à la critique, Colloque international (CERI-EHESS), Paris, 18-19 juin 2010

Fournier, M., 2010, *Le riverain introuvable ! La gestion du risque d'inondation au défi d'une mise en perspective diachronique, Une analyse menée à partir de l'exemple de la Loire*, thèse de doctorat, Université François-Rabelais, Tours.

Franck, L., 1982, *Une rivière nommée Lez*, Montpellier.

Jean Segondy, C., 1960, *Histoire de Lattes des origines à la Révolution*, texte rédigé dans les années 1960 et complété en 1970 ; 1<sup>re</sup> édition, préface de Louis Segondy, éd. Fédération archéologique de l'Hérault, 1996.

Micoud, A. et M., Perroni, 2000, Entre Loire et Rhône, ou comment des objets naturels peuvent faire du lien, *Ce qui nous relie*, Editions de l'Aube, pp 227-239.

Micoud, A., 2004, Des patrimoines aux territoires durables. Ethnologies et écologie dans les campagnes françaises, *Ethnologie française*, 2, XXXVII, pp 13-22.

Narcy, J-B., 2004, *Pour une gestion spatiale de l'eau. Comment sortir du tuyau ?*, Bruxelles, P.I.E– Peter Lang collection, EcoPolis n° 4, 342 p.

Tissot, S., 2007, De l'emblème au problème : le destin des grands ensembles dans une ville communiste, *L'Etat et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Seuil, pp 147-185.

## Notes

1 Le substantif *représentation*, excepté lorsqu'il est suivi de « sociale » faisant alors référence à la catégorie sociologique, est utilisé dans ce texte dans son sens premier de : « action de représenter. Action de rendre quelque chose présent à quelqu'un, en montrant, en faisant savoir » (sources : Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, [http://www.cnrtl.fr/definition/repr %C3 %A9sentation](http://www.cnrtl.fr/definition/repr%C3%A9sentation)).

2 Montpellier est passée de la vingtième à la huitième ville de France en moins de vingt ans en nombre

3 Les bouffeurs de moustiques.

4 Durand, S. *Vivre avec la possibilité d'une inondation, le risque et la routine*, Catastrophes et Risques : de l'empirique à la critique, Colloque international (CERI-EHESS), Paris, 18-19 juin 2010.

5 La commune de Lattes est constituée de trois entités (Lattes-Centre, Maurin et Boirargues) séparés par des espaces non urbanisés (terrains agricoles ou de loisirs).

6 Nom de l'étang situé entre la commune et la mer.

7 Qui forma ultérieurement l'agglomération de Montpellier

8 Selon les termes employés par certains Lattois dans des discussions informelles.

9 « Fleuve de sang par le sommeil donné à tant de vies, Fleuve de boue par l'effluent de notre capitale, Oh ! Toi qui en un jour peut nourrir et tuer. Toi qui, en un instant, peut embrasser les plaines. Toi que les hommes fous ont voulu polluer ! Que ne serais-tu plus dans le champ que tu draines. Fleuve de feu par le soleil se couchant dans ton lit ? Fleuve de vie par l'aliment de la terre natale ? » (Journal n° 6 d'avril 1979).

10 De l'ancien nom des Lattois.

11 Comme le précise la loi risque de juillet 2003, dans la gestion des risques en général, et des inondations en particulier, un accent est mis sur la promotion de l'information et l'activation d'une culture du risque. Cette promotion se fonde sur l'hypothèse que pour être efficace une politique de gestion des risques, dans ses dimensions structurelles (aménagement de protection) ou non structurelles (mesures de réduction de la vulnérabilité d'un territoire et de ses habitants, organisation préventive de l'alerte, de la gestion de crise) doit s'appuyer sur une connaissance entretenue des risques par les populations concernées. Elle suppose donc que des personnes mieux informées prennent des dispositions préventives pour réduire les conséquences générées par l'occurrence d'une catastrophe et réagissent mieux au moment de sa survenue. Les gestionnaires pointent ainsi l'absence ou la disparition d'une culture du risque comme un élément déterminant de la vulnérabilité des populations résident en zone inondable. (Fournier, 2010, p 46).

12 De l'ancien nom du Lez.

13 Une crue centennale est une crue dont la probabilité d'apparition sur une année est de 1 / 100. Cette définition est complète lorsqu'est précisé la caractéristique mesurée. Ici, il s'agit du débit de pointe. Autrement dit, la crue centennale est celle dont la probabilité que son débit de pointe soit atteint ou dépassé chaque année est de 1 / 100.

14 Nîmes en 1988 et Vaison-la-Romaine en 1992 notamment.

15 Mise en place des plans de prévention du risque inondation (PPRI) opposables aux plans locaux d'urbanisme (PLU). Loi Barnier du 2 février 1995.

16 Un bassin versant (ou bassin hydrographique) est une portion de territoire délimitée par des lignes de crête, dont les eaux alimentent un exutoire commun (cours d'eau ou lac). Ici il s'agit du bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens.

17 Circulaire ministérielle du 19 janvier 2005.

### ***Pour citer cet article***

#### Référence électronique

Séverine Durand, « Quand la ville communique sur son fleuve, entre patrimoine et maîtrise : quelles transmissions ? », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors-série 10 | Décembre 2011, mis en ligne le 30 novembre 2011, Consulté le 02 juillet 2012. URL : <http://vertigo.revues.org/11403> ; DOI : 10.4000/vertigo.11403

---

### ***À propos de l'auteur***

#### **Séverine Durand**

Doctorante en anthropologie, CEMAGREF- UMR G-Eau / LAMES - CNRS/Université de Provence, 361 rue JF Breton, 34000 Montpellier, Courriel : [severine.durand@irstea.fr](mailto:severine.durand@irstea.fr)

---

### ***Droits d'auteur***

© Tous droits réservés

---

### ***Résumés***

L'article établit une comparaison diachronique, sur les trente dernières années, de la mise en mots et en images d'un fleuve dans le journal de la commune de Lattes, petite ville de l'agglomération montpellieraine. Il s'agit de comprendre l'évolution de la représentation du fleuve, dont l'inondation est une des manifestations, dans ce média. L'intérêt de l'analyse se porte tout d'abord sur ce que les représentations du fleuve et de sa gestion dans la communication de la ville nous apprennent du rapport au fleuve d'une manière générale. Ensuite, en analysant plus spécifiquement les mises en mots et en images de l'inondation ou des travaux de protection associés, l'analyse se focalise sur ce que ces représentations nous enseignent sur le rapport au risque d'inondation auquel est soumise la commune. Cette analyse nous permet alors d'observer sur le terrain concerné un mouvement inverse au processus contemporain de patrimonialisations des fleuves observé par ailleurs (Micoud, 2000). Cette tendance inversée vient alors questionner la transmission de la possibilité d'une inondation.

This paper analyses how a river in the town of Lattes has been represented in a local newspaper over the last thirty years. The study field is located within the greater Montpellier urban area, in South-Eastern France. The present research is part of a wider doctoral study, conducted with an ethnographical approach, on how people live with flood risks. Our analysis is based on articles published between 1978 and 2010 in the local newspaper. The first section of this paper explores what river representation tells us about the relationship between inhabitants and the river. Then, we focus on the representation of flood risks and the protective structures (dams), and specifically on the relationship between the inhabitants and the flood risks. Our study reveals an evolution in river management, actual and normative, contrary to the contemporary process of preserving the river heritage, as it was initially identified by Micoud (2000).

### ***Entrées d'index***

**Mots-clés** : fleuve, inondation, patrimonialisation, transmission, presse, représentation, gestion

**Keywords** : river, floods, heritage, transmission, press, representation, management